



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy le 10 décembre 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2024- 0102 du 10 décembre 2024

portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter par la Société DESCOMBES Père et Fils,
une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers à sec sur la commune de Reignier-Esery
CARRIERE DE L'ECULAZ

VU le code de l'environnement, notamment son livre Ier et son livre V, et ses articles L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale et notamment son article 16 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par les arrêtés ministériels du 24 décembre 2009 et du 31 mai 2012 ;



VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté-cadre « Sécheresse » D.D.T-2024-0474 du 7 mai 2024 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse ;

VU le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 du 8 décembre 2021 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 approuvé le 21 mars 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008-38-38 du 22 décembre 2008 autorisant la société Descombes Père et Fils à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires hors d'eau sur le territoire de la commune de Reignier ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée complète le 26 février 2024 par la Société Descombes Père et Fils et mise en ligne sur le site des services de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU la décision n°2024-0018 d'examen au cas par cas de l'Autorité Environnementale datée du 20 mars 2024, signifiant que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale ;

VU la demande d'autorisation environnementale déposée le 13 mai 2024 par la société Descombes Père et Fils en vue du renouvellement sans extension d'une carrière de matériaux alluvionnaires hors d'eau sur le territoire de la commune de Reignier ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'ordonnance du Tribunal Administratif de Grenoble n°E24000132/38 du 31 juillet 2024, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC-2024-0061 du 6 août 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 15 jours du 2 septembre 2024 au 17 septembre 2024 inclus en mairie de Reignier (siège de l'enquête) ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU les publications de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU la consultation des 8 conseils municipaux de chaque commune concernée par l'enquête publique : Reignier, Arthaz Pont Notre Dame, Bonne, Contamines sur Arve, Fillinges, Nangy, Pers Jussy et Scientrier ;

VU le mémoire en réponse du pétitionnaire du 4 octobre 2024 aux observations formulées par le commissaire enquêteur ;

VU le registre d'enquête publique ;

VU le rapport et l'avis du commissaire enquêteur datés du 18 octobre 2024 ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU la transmission du 24 octobre 2024 de la note de présentation non technique de la présente demande d'autorisation et les conclusions motivées du commissaire enquêteur pour information à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des sites (CDNPS), en formation carrières en application de l'article R. 181-39 du code de l'environnement ;

VU le rapport 20240513-RAP-DéclarationCarReignier-vs de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées en date du 2 décembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courriel avec accusé de réception du 3 décembre 2024 conformément aux articles R. 181-40 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 6 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'autorisation environnementale présenté 13 mai 2024 par la société Descombes Père et Fils, concerne le renouvellement sans extension de la carrière de matériaux alluvionnaires hors d'eau sur le territoire de la commune de Reignier ;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation sous la rubrique n° 2510.1 de la nomenclature des installations classées et que les dispositions prévues par l'exploitant sont de nature à limiter fortement les éventuelles nuisances liées à ces types d'activités, tant sur l'approche des risques industriels que sur l'ensemble des autres thématiques (eau, air, bruit, déchets, intégration paysagère) ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 181-3.I du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du code précité ;

CONSIDÉRANT que l'important dynamisme démographique de la Haute-Savoie implique une forte demande en matière de construction de logements, de locaux d'activité et d'investissements publics ;

CONSIDÉRANT que ce développement, soutenu par le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), génère d'importants besoins en granulats dans le département de la Haute-Savoie, déjà déficitaire en matériaux, et notamment dans le secteur du Chablais où ces besoins par habitant sont plus élevés que la moyenne nationale ;

CONSIDÉRANT que la croissance soutenue de ce besoin entraîne à moyen terme, et compte tenu des fermetures prévisibles d'autres carrières, une situation critique pour la continuité de l'approvisionnement régional et local ;

CONSIDÉRANT que la diminution des ressources alluvionnaires, et les limites de la filière des matériaux recyclés qui ne peut subvenir à plus de 20 % des besoins, contribuent à l'importance de maintenir une ressource locale de matériaux de qualité ;

CONSIDÉRANT que le projet répond aux orientations du Schéma régional des carrières approuvé le 8 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des districts hydrographiques de Haute-Savoie ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les documents d'urbanismes en vigueur ;

CONSIDÉRANT que le projet se situe en dehors de toute zone de protection du patrimoine naturel, paysager, ainsi que de tout périmètre de protection du patrimoine culturel, architectural et archéologique ;

CONSIDÉRANT que le site est déjà en activité et que le gisement est de qualité ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire dispose de la maîtrise foncière des parcelles pour lesquelles il sollicite l'autorisation d'extraction ;

CONSIDÉRANT que les capacités techniques et financières du pétitionnaire permettent l'exploitation d'une carrière ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

TITRE I – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Descombes Père et Fils, dont le siège social est situé 34 Chemin de Balme – Le Pas de l'Échelle – 74 100 ETREMBIERES, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires hors d'eau sur le territoire de la commune de Reignier, portant sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes et dans les limites définies sur le plan joint en annexe I au présent arrêté :

Lieux-dits	Section	Parcelles n°	Superficie Cadastrale	Occupation du sol	Surface concernée par la demande de renouvellement
Champ de la Pierre	D	88p	3 ha 94 a 47 ca	Secteur remblayé et remis en état	1 ha 69 a 26 ca
Les Ruttets	D	83p	3 ha 24 a 63 ca	Fosse d'exploitation	1 ha 47 a 85 ca
Les Ruttets	D	84	22 a 83 ca	Fosse d'exploitation	22 a 83 ca
Les Ruttets	D	85p	72 a 07 ca	Fosse d'exploitation	55 a 94 ca
Villy	D	636	29 a 23 ca	Secteur restant à exploiter	29 a 23 ca
Villy	D	637	29 a 23 ca	Secteur restant à exploiter	29 a 23 ca
Villy	D	638	58 a 46 ca	Secteur restant à exploiter	58 a 46 ca
		(p : pour partie)		TOTAL	5 ha 12 a 80 ca

La superficie totale du renouvellement sans extension de la carrière est de 5 ha 12 a 80 ça.

Article 2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'ensemble des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2008-38-38 du 22 décembre 2008 est supprimé.

Article 3. Nature des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées autorisées par le présent arrêté

Nature de l'activité	Rubriques	Volume d'activité	Classement	R
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	<u>Gisement :</u> 440 000 tonnes Prod moy : 64 000 t/an Prod max : 90 000 t/an <u>Remblaiement :</u> Volume : 900 000 tonnes Rythme moy : 70 000 t/an Rythme max : 150 000 t/an	A*	3 km

* : AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-du Code de l'environnement).

Article 4. Durée de l'autorisation et caducité

L'autorisation est accordée pour une durée de 14 ans, à dater de la notification du présent arrêté. La remise en état est incluse dans la durée d'autorisation. Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

L'extraction de matériaux sera réalisée sur une durée de 7 ans et ne pourra pas dépasser le terme de la phase 2. L'achèvement du remblaiement et de la remise en état du site sera effectué pendant les 7 dernières années de l'autorisation. La dernière année étant consacrée uniquement à la remise en état du site sans activité d'extraction et de remblaiement.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de matériaux alluvionnaires hors d'eau suivant le plan de phasage joint en annexe III du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Article 5. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Article 6. Conformité au dossier de demande d'autorisation

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 7. Modifications

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 8. Mise à jour des études

L'ensemble des études : d'impacts, de dangers, géotechniques, etc. (liste non exhaustive) sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 9. Changement d'exploitant

La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexées les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières, est adressée au préfet.

La décision doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 10. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement autre que ceux listés à l'article 1 des installations visées sous l'article 3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 11. Renouvellement

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de l'échéance fixée à l'article 4. ci-dessus. La demande de prolongation ou de renouvellement de cette autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.

Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés.

Article 12. Cessation d'activité partielle et définitive

Concernant la cessation partielle ou définitive de la carrière, un retour à des milieux agricoles est réalisé et l'usage à prendre en compte est un usage à vocation agricole.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

La cessation d'activité définitive ou partielle se compose des opérations suivantes :

1. la mise à l'arrêt définitif ;
2. la mise en sécurité ;
3. le mémoire de réhabilitation du site ;
4. la remise en état du site.

Conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation, ou de secteurs d'exploitation (cessation d'activité partielle), l'exploitant notifie au préfet la cessation d'activité six mois à l'avance.

Conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants, l'exploitant transmet l'ensemble des éléments demandés et notamment les trois attestations suivantes réalisées par une entreprise certifiée :

- ATTES-SECUR : attestation garantissant la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité pour des installations mises à l'arrêt définitif (articles L.512-6-1, L.512-7-6 et L.512-12-1 du code de l'environnement) ;
- ATTES-MEMOIRE : attestation garantissant l'adéquation des mesures de gestion proposées pour la réhabilitation d'installations mises à l'arrêt définitif (articles L.512-6-1 et L.512-7-6 du code de l'environnement) ;
- ATTES-TRAVAUX : attestation garantissant la conformité des travaux réalisés aux objectifs de réhabilitation pour des installations mises à l'arrêt définitif (articles L.512-6-1 et L.512-7-6 du code de l'environnement).

Le mémoire s'appuie sur le respect des prescriptions demandées au titre XV (Remise en état du site) du présent arrêté.

TITRE II – GARANTIES FINANCIERES

Article 13. Etablissement des garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 14 ci-dessous.

Préalablement aux travaux d'extraction, et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse à monsieur le préfet du département de la Haute-Savoie :

- le document établissant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R.516-1 et suivants du code de l'Environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 14. Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans et dans le respect des plans joints en annexe IV.

Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

Période	Montant des garanties financières période par période
Phase T1* : 0 – 5 ans	80 650 euros TTC
Phase T2 : 5 ans – 10 ans	48 220 euros TTC
Phase T3 : 10 ans – 14 ans	48 220 euros TTC Montant qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet.

T1* : est la date de promulgation du présent arrêté

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement et porte sur une durée minimale de 5 ans.

Les garanties financières sont calculées conformément aux plans d'exploitation et de remise en état en annexe IV où sont précisées les surfaces à exploiter et les surfaces remises en état couvrant les deux périodes quinquennales.

À compter du 1er renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est réalisé en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié au montant de référence pour la période considérée.

Les valeurs retenues au moment de la réalisation du dossier sont celles de février 2024.

- $Index_R$: L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financière est de 129,9 ;
- TVA_R : Le taux de TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières est : 0,2.

Article 15. Actualisation des garanties financières

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié au montant de référence pour la période considérée.

L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification de l'état d'avancement par rapport aux plans en annexe IV du présent arrêté doit faire l'objet d'une actualisation du montant des garanties financières.

Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.

Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R.516-1 et suivants du code de l'Environnement.

Article 16. Renouvellement des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 17. Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 18. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 19. Appel des garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant physique.

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 20. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

La cessation d'activité est réputée achevée dans un délai de 2 mois à l'issue de la transmission des 3 attestations (SECUR, MEMOIRE, TRAVAUX), sauf si le préfet s'oppose à cet achèvement ou demande des compléments dans ce délai de 2 mois.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE III – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 21. Réglementation générale

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables : codes, schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés (liste non exhaustive).

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers. L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des extractions.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du code du patrimoine.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 22. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter le prélèvement et la consommation d'eau, les risques de pollution dans l'environnement, les émissions de polluants dans l'environnement et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc.

La végétation en périphérie du site devra être préservée et entretenue (plantations, engazonnement,...).

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Article 23. Aménagements préliminaires

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents :

- l'identité de l'installation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté) ;
- l'objet des travaux ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 24. Bornage

L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 2 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement.

Ces bornes facilement visibles et accessibles doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte).

Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

Article 25. Jours et horaires de fonctionnement

Les activités sont exercées du lundi au vendredi, selon les horaires suivants : 7h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h45.

Article 26. Accès, voirie publique, circulation interne

L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Des panneaux réglementaires « attention sortie de camion » seront positionnés sur les voies communales.

Un panneau « STOP » est mis en place à la sortie du chemin d'accès à l'intersection avec le chemin de la zone d'activité de l'Eculaz conformément au plan en annexe II.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envol de poussière ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Il existe un laveur de roue à la sortie du site. La totalité des camions devront passer sur ce dispositif avant de sortir du site.

Ce dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé soit par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement soit par l'exploitant si ce dernier démontre ces compétences et dans tous les cas au moins une fois par an.

Les fiches de suivi du nettoyage, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La localisation des boues de curage mise en remblais ainsi qu'une analyse annuelle pour justifier que ces boues sont inertes, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le chemin d'accès à la carrière est recouvert d'une couche d'enrobé.

Les voies de circulation publiques seront nettoyées autant que de besoin.

Avant la sortie, le bâchage des camions équipés est systématique.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (plan de circulation affiché à minima à l'entrée).

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie et des pistes permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps et de limiter les bruits liés à la circulation.

Article 27. Sécurité du public

Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, est installée sur la totalité du périmètre des surfaces exploitées du site. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis sur cette clôture et sur les voies d'accès.

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

A l'intérieur du périmètre d'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger, notamment présenté par la proximité de fronts

devra être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les pistes d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

Article 28. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 29. Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Article 30. Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et conformément aux articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers de prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives, de poussières ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise.

Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

Article 31. Enregistrements, rapports de contrôles et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés selon les prescriptions de cet arrêté préfectoral et la réglementation en vigueur, un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 32. Plans

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- les dates des levés topographiques ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, bassins de décantation...), des stocks de matériaux et des terres de découverte ;

- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement des bornes ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Il est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 33. Transport

Le transport des matériaux est effectué prioritairement en double fret. L'objectif à atteindre est de 80 à 90 % du transport réalisé.

Les véhicules de transport réaliseront prioritairement leur rotation en double fret : apport des matériaux inertes et retour avec les matériaux extraits sur la carrière de l'Eculaz à destination de la Gravière à Etrembières. Le pourcentage restant des évacuations de matériaux est effectué en contre voyage dans un rayon de 30km des livraisons de produits élaborés.

L'exploitant réalise un bilan annuel des flux expédiés et réceptionnés par route, copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie) avant le 31 mars de l'année n+1.

On entend par bilan annuel des flux : le flux global par voie routière, les flux des matériaux et des déchets inertes selon leur mode d'acheminement et d'expédition.

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La zone de Chalandise s'étend sur un rayon maximum de 30 km : Canton de Reignier, Bonneville, la Roche et le Bassin Genevois.

Article 34. Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, ainsi que les éventuels dossiers d'extension et de modification ;
- les plans mentionnés aux différents articles du présent arrêté ;
- les arrêtés préfectoraux et autres actes administratifs relatifs à l'exploitation ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde et l'accessibilité permanente des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de l'exploitation.

Article 35. Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets

L'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets rend obligatoire la télédéclaration de l'activité annuelle de la carrière au titre de l'environnement et de la santé et sécurité au travail.

Cette télédéclaration des données de l'année est effectuée avant le 1^{er} avril de l'année n + 1 sur le site <http://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/> (site appelé GEREPE).

Article 36. Information du public

Dans les 6 mois qui suivent la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place une commission de concertation, qu'il réunit au moins une fois par an. Cette commission invitera à participer des représentants de la municipalité de Reignier, des habitations riveraines, et éventuellement des membres d'association de protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées pourra être invitée en tant que de besoin.

TITRE IV – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 37. Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières y compris diffuses.

Article 38. Limitation des émissions de poussières

La vitesse sur le site est limitée à 20 km/h et 30 km/h dans les chemins d'accès.

Lorsque les conditions météorologiques l'imposent ou d'épisodes de pollutions atmosphérique :

- la vitesse sur le site est adaptée ;
- par temps sec et venteux, les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sont arrosés ;
- des écrans de végétation seront conservés en périphérie du site : arbres et arbustes sur le délaissé périphérique.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Un laveur de roues est installé à la sortie du site conformément au plan en annexe II. La totalité des camions devront passer sur ce dispositif avant de sortir du site. Il fonctionne en circuit fermé et est régulièrement entretenu.

Ce dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement soit par l'exploitant si ce dernier démontre ces compétences et dans tous les cas au moins une fois par an.

Les fiches de suivi du nettoyage, la localisation des boues de curage mise en remblais ainsi qu'une analyse annuelle pour justifier que ces boues sont inertes, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'arrosage des pistes est effectué à l'aide d'un dispositif mobile.

L'aire de ravitaillement étanche où stationnent les engins est correctement nettoyée et entretenue.

L'exploitant rédige une procédure encadrant les dispositions ci-dessus pour limiter les émissions de poussières.

Article 39. Retombées de poussières

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Ce plan comporte a minima :

- une station témoin (point de type a) ;
- deux stations dans l'environnement humain (point de type b) situées au plus près des hameaux Croix de Villy, Impasse de la Maladière et Clos des Lauriers ;
- une station en limite d'emprise au niveau du périmètre de l'installation (point de type c).

Le plan de surveillance dont le plan de localisation des stations est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées Owen, conformément aux dispositions des normes en vigueur et réalisé par un organisme agréé.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

Les campagnes de mesure durent 30 jours et la fréquence est semestrielle suivant la notification du présent arrêté.

L'objectif à ne pas dépasser est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Si à l'issue de trois années de surveillance, c'est-dire six campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur « objectif » en moyenne annuelle pour les jauges de type b, la fréquence semestrielle deviendra annuelle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur « objectif » et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel ci-dessous, la fréquence redeviendra semestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.

Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

Article 40. Odeurs – Brûlage à l'air libre

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins d'orage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

TITRE V – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 41. Dispositions générales

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Article 42. Prélèvement d'eau

Le prélèvement dans le milieu naturel est strictement interdit.

Article 43. Alimentation en eau

En période sèche et ventée, l'arrosage des pistes et des stocks d'une granulométrie inférieure à 0,5 mm est assuré par une citerne mobile externe au site, d'une capacité approximative de 20 m³, environ 1 à 5 fois par an.

La quantité d'eau utilisée représente pour une année 100 m³.

Le laveur de roue est alimenté par camion citerne.

Les locaux du personnel (sanitaires et lavabo) sont raccordés au réseau d'eau potable de la commune de Reignier.

Article 44. Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable.

Article 45. Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales s'infiltrent de manière naturelle dans le sous-sol.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 46. Rejets dans le milieu

Tout rejet d'effluent liquide dans le milieu est interdit.

Article 47. Prévention des pollutions

- Article 47.1 : Rétention ou confinement

Tout stockage de produits susceptibles de générer une pollution du milieu naturel est interdit sur le site.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

- Article 47.2 : Réserve de produits consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

- Article 47.3 : Consigne

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

L'exploitant rédige également une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.

- Article 47.4 : Ravitaillement des engins

Les opérations de remplissage sont réalisées :

- par un véhicule citerne ravitailleur spécialisé muni d'un pistolet de remplissage à arrêt automatique ;
- sous la surveillance d'un opérateur qui contrôle le bon déroulement de l'opération et qui connaît les mesures à prendre en cas de déversement accidentel.

Le ravitaillement des engins de chantier sur roues est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Ce point bas est équipé d'un séparateur à hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières autorisées.

Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

Le ravitaillement des engins à chenilles est réalisé à proximité du front. Un dispositif amovible dont la capacité de rétention est au moins égale à celle du réservoir est mis sous l'engin avant le début de l'opération de ravitaillement.

Les effluents éventuellement recueillis seront évacués et traités comme déchets vers les filières dûment autorisées.

- Article 47.5 : Stationnement des engins

En période prolongée et en fin de semaine :

- les engins à pneus stationnent sur l'aire étanche de ravitaillement ;
- des aires mobiles dont la capacité de rétention est dimensionnée par rapport au risque (quantité de fluide susceptible d'être déversé) sont mises en place sous les engins chenillés. Si elles sont détériorées ou qu'elles n'assurent plus leur fonction, elles sont évacuées et traitées selon l'article 51 du présent arrêté.

TITRE VII – DECHETS PRODUITS

Article 48. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 49. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-13 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-57 à R 543-62 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-144 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-200 à R 543-200-1 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227-1 du code de l'environnement.

Article 50. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits et entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, l'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches adaptées aux polluants et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 51. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 52. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées (recyclage des matériaux inertes), tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 53. Registre

Conformément aux dispositions des articles R 541-43 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs à la traçabilité des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le transporteur et le mode d'élimination de tout déchet issu de son site.

Article 54. Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 et suivants du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) vers un autre pays est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 55. Plan de gestion des déchets inertes

L'exploitant respecte le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière tel que présenté dans son dossier de demande d'autorisation précité.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux conditions d'exploitation qui est de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

La révision du plan est à transmettre à monsieur le préfet.

TITRE VIII – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

Article 56. Dispositions générales

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Article 57. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué. Les avertisseurs de recul des engins utilisés pour l'exploitation de la carrière sont du type cri de lynx.

Article 58. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 59. Émissions sonores

• Article 59.1 : Dispositions générales

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel précité. Ces mesures sont effectuées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une campagne de mesure de bruit est réalisée sous 6 mois à date de la notification du présent arrêté conformément au plan de surveillance prescrit ci-dessous et par la suite, tous les 3 ans.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Sous 6 mois à la date de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un plan de surveillance des émissions sonores qui comporte a minima les points suivants :

- 2 point de mesure en limite du périmètre d'autorisation ;
- 1 point de mesure dans chaque propriété des maisons attenantes à la carrière située :
 - Croix de Villy (ZER 1) ;
 - Impasse de la Maladière (ZER 2) ;
 - Clos des Lauriers (ZER 3) ;

sous réserve de l'obtention de l'accord des propriétaires ou à défaut, au plus proche de ces habitations. Ce plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions sonores conformes.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

- Article 59.2 : niveau de bruit en limite du périmètre d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser la valeur suivante :

Points de mesures	Niveau sonore limite admissible pour la période allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Points en limite du périmètre d'exploitation	70 dB(A)

- Article 59.3 : Emergence

Dans tous les cas, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

- Article 59.4 : Tonalité marquée

Durant l'exploitation de la carrière, des mesures d'émissions sonores de tonalité marquée devront être mises en œuvre si des travaux devaient correspondre à une tonalité marquée de manière établie ou cyclique au sens du 1.9 de l'AM du 23/01/97.

La durée d'apparition ne devra pas excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies à l'article 26 du présent arrêté.

Article 60. Émissions lumineuses

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

Les émissions lumineuses se limitent aux dispositifs d'éclairage des engins d'exploitation et du bungalow, afin de permettre une activité dans des conditions de sécurité suffisantes en période de faible luminosité.

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux.

Les illuminations des façades du bungalow ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE IX – PRÉVENTION DES RISQUES

Article 61. Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 62. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'ensemble des consignes est porté à la connaissance du personnel. Elles sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- toute information utile sur les produits manipulés et les risques qu'ils présentent ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes générales et des consignes spécifiques liées à leur poste ;
- le comportement à avoir pour la prévention des pollutions. Cette sensibilisation sera tracée ;
- les gestes pour l'utilisation des équipements de lutte contre une pollution accidentelle. Une procédure d'intervention devra être mise place ;
- le comportement à avoir en cas d'incident sur le site et évacuation du personnel et des entreprises extérieures présentes sur le site en cas d'incendie ;
- les gestes pour l'utilisation des équipements de lutte contre l'incendie et en particulier l'utilisation des stocks de matériaux ou de terre permettant l'étouffement du feu (opération réalisée à l'aide des chargeurs) ;
- les actions à entreprendre pour rendre accessible le site et permettre l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'incident ou d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Le responsable de l'établissement veille à la formation de son personnel en respectant les échéances des formations initiales et des recyclages.

Article 63. Incendie et explosion

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Les extincteurs appropriés aux risques doivent être situés (autant que de besoin) dans les locaux et dans chaque engin.

Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Article 64. Intervention des services de secours

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 65. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées chaque année par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

TITRE X – CONDITIONS D'EXPLOITATION

Article 66. Travaux préliminaires

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 13, 23 à 27, 66 et 67.

L'exploitant notifie au préfet de la Haute-Savoie et au maire de la commune de Reignier la mise en service de la carrière.

Un merlon est constitué dans l'angle Sud de la zone d'exploitation, il a une hauteur de 4 mètres et forme un angle de 50 mètres de côté.

Article 67. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Article 68. Décapage des terres

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation, il devra respecter les plans de phasage en annexe III du présent arrêté.

Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles (sous couche) sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Le décapage n'a pas lieu par temps sec et venteux. Dans la mesure du possible, la découverte est utilisée directement dans la remise en état du site (modelage).

Lorsque les matériaux ne peuvent pas être placés directement dans la remise en état, les sols décapés (terre végétale et sous-couche) sont stockés sous forme de merlon d'une hauteur maximale de 2 m environ pour la terre végétale et 3m environ pour la sous-couche sur le site. Afin de réduire l'altération des terres, les engins ne doivent pas circuler dessus.

Les stockages de terre végétale ne doivent pas être déplacés ni rechargés par le dessus, avant leur remise en place définitive.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 68. Limites des excavations

Les bords des excavations sont maintenus à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres par rapport aux limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter. Cette distance pourra être réduite sans être inférieure à 2 mètres sauf sur la limite Nord-Est et le long de l'espace boisé en limite Sud-Est de la zone autorisée (parcelles 636, 637 et 638).

Article 69. Phasage

L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande d'autorisation déposée le 13 mai 2024. Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe III doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de Haute-Savoie conformément à l'article 7 du présent arrêté

Les travaux d'extraction progressent par phase conformément aux plans de phasage de l'exploitation en annexe III du présent arrêté. Il est strictement respecté.

L'extraction se fait sur une période de 10 ans maximum. La remise en état est coordonnée à l'avancement des travaux. Cependant, la remise en état finale se fera sur une durée de 1 an. Durant cette année les activités d'extraction et de remblaiement sont interdites.

Phase 1 : 2024 – 2029

L'extraction s'effectue dans la partie Sud-Ouest du site. L'exploitation sera exécutée en fosse, jusqu'à la cote 448 m NGF.

Les camions emprunteront la piste de circulation existante pour accéder au carreau d'exploitation. Le réaménagement sera coordonné à l'avancement de l'exploitation.

Phase 2 : 2029 – 2034

Au cours de cette phase, l'exploitation est réalisée dans la partie centrale de la carrière jusqu'à la cote 448 m NGF.

Durant cette phase, l'exploitation des matériaux s'effectue sur une durée de 2 ans et s'achèvera au plus tard à la fin de la phase. Les travaux de remblaiement se poursuivent.

Phase 3 : 2034 -2038

La phase 3 est entièrement dédiée aux opérations de remblaiement et de remise en état du site. L'extraction n'est plus autorisée. La dernière année, les activités de remblaiement sont interdites.

Article 70. Extraction

L'exploitation est réalisée à la pelle. L'utilisation des explosifs est interdite. L'exploitation du site s'effectue suivant des paliers successifs de 6 mètres de hauteur séparés par des redans intermédiaires de 2 à 3 mètres de largeur.

Les caractéristiques de l'exploitation sont les suivantes :

- cote du sommet 475 m NGF ;
- cote du fond d'exploitation 448 m NGF ;
- hauteur des fronts d'exploitation 6 m ;
- inclinaison du front 1H/1V ;
- largeur des banquettes 2 à 3 mètres pendant la phase d'extraction, ces banquettes pourront être supprimées au fur et à mesure des phases de remblaiement avec un délai maximum de 6 mois entre les deux opérations afin de garantir la stabilité des talus d'extraction.

TITRE XI – REMBLAYAGE

Article 71. Informations

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes sont autorisés dans les limites définies à l'article 3 du présent arrêté.

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de la carrière un avis énumérant les types de déchets non dangereux inertes admissibles listés à l'article 74 du présent arrêté.

Article 72. Plan de remblayage

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 80. Un plan de carroyage est mis en place sur le site, il est coté en plan et altitude permettant d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.

Les surfaces sont repérées par calepinage avec identification du casier qui sera reporté sur le registre d'admission.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.

Article 73. Mise en œuvre des remblais

La mise en place des déchets non dangereux inertes au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Chaque couche de déchets est compactée avant la constitution de la couche suivante, afin d'assurer la stabilité de l'ensemble de la hauteur du remblai.

Les talus définitifs en remblais présenteront des pentes de 3/2 (environ 35°). Dans ces talus, un redan est positionné tous les 10 m de haut. Ces redans auront une largeur de 5 m et un profil en travers, sensiblement horizontal avec une légère pente (au moins supérieur à 0,5%) pour permettre aux écoulements éventuels de s'évacuer vers l'aval de la pente naturelle.

Article 74. Déchets admissibles

Les déchets admissibles sont les déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier du caractère non dangereux et inertes des déchets présents sur le site.

Les seuls déchets admissibles dans le cadre du remblayage de la carrière sont les déchets non dangereux inertes issus exclusivement, directement ou indirectement, des chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics et des carrières sous les codes déchets suivants :

Code déchet	Nature
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
20 02 02	Terres et pierres.

Sauf validation par l'inspection des installations classées ou modification de la réglementation en vigueur, il est interdit dans le cadre du remblaiement d'utiliser des déchets non dangereux inertes ayant subi un traitement physico-chimique afin de respecter les seuils définis en annexe III de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Toute admission de déchets autres que ceux listés ci-dessus est strictement interdite.

Article 75. Document préalable

L'importation de déchets inertes ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013 /2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006.

Avant réception des déchets non dangereux inertes sur le site, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité prévisionnelle de matières livrées.

Pour chaque provenance de déchets (soit pour chaque chantier), et avant toute admission, un document préalable sera établi entre le producteur du déchet et l'exploitant du site. Ce document recensera a minima les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le lieu de provenance des déchets ;
- la date prévisionnelle de réception sur le site ;
- la quantité estimée de déchets concernés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 76 du présent arrêté.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires dont les transporteurs. Sa validité est de 1 an au maximum.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.

Le document préalable (original) est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 76. Procédure d'acceptation préalable

En cas de présomption de contamination des déchets, c'est-à-dire lorsque les déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors qu'ils ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant...), ou en cas de déchets énumérés à l'article 74 du présent arrêté provenant de sites contaminés (chantier du bâtiment et des travaux publics sur lequel une pollution, quelle qu'en soit la nature, a été identifiée), et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter ces déchets dans la carrière.

Cette acceptation préalable contient une évaluation du potentiel polluant des déchets. Seuls les déchets listés à l'article 74 du présent arrêté et respectant les critères définis en annexe V peuvent être admis.

Article 77. Conditions d'acceptation préalable

Après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet entrant donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par les déchets visés dans les tableaux en annexe V qui définissent les critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable, peuvent être adaptées par arrêté préfectoral. Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local.

En tout état de cause, les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées dans les tableaux en annexe V.

Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.

Article 78. Contrôle d'admission

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 76 du présent arrêté.

Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m³. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations de valorisation ou d'élimination dûment autorisées.

Le stockage temporaire des matériaux inertes extérieurs sur une plate-forme intermédiaire permet de s'assurer plus facilement (visuellement et olfactivement) du caractère strictement inerte des matériaux entrants.

Article 79. Accusé de réception

Un accusé-réception est délivré pour chaque livraison de déchets admise sur le site. L'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 75 du présent arrêté par les informations minimales suivantes :

- la quantité réelle de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Article 80. Registre d'admission

L'exploitant tient à jour un registre d'admission des terres conformément à l'article R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Article 81. Refus de déchets

Les déchets non dangereux inertes qui, lors du contrôle, ne sont pas conformes au document préalable ne sont pas admis sur le site.

Le camion est refusé, les déchets sont directement renvoyés au producteur (non-conformité visuelle, dégagement d'odeurs, viscosité, etc.).

Une information de refus de prise en charge des déchets est signalée au producteur et à l'inspection des installations classées par courriel à l'adresse suivante : ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

L'exploitant définit une consigne relative au traitement des cas de refus des déchets sur le site avec a minima les informations suivantes :

- la date et l'heure du refus ;
- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- le libellé des déchets ;
- le nom et l'adresse du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

Article 82. Surveillance des remblais

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les terres non polluées utilisées pour le remblaiement et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien éventuel des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. Pour tous les chantiers, des tests seront réalisés toutes les 3 000 tonnes de matériaux réceptionnés. Les paramètres de l'annexe V sont recherchés.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée ;
- communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

TITRE XII – REMISE EN ÉTAT

Article 83. Dispositions générales

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état et l'aménagement des terrains devront être conduits conformément au dossier et à l'étude d'impact jointe à la demande : la remise en état est agricole.

Article 84. Échéancier de remise en état

La remise en état doit être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation. La phase 3 est réservée au remblaiement et à la remise en état du site, la dernière année d'exploitation étant exclusivement réservée à sa remise en état.

L'avancement de la remise en état est conforme aux plans joints en annexe III et est coordonné à l'avancement des phases d'extraction conformément à l'article 69 du présent arrêté.

Article 85. Travaux de remise en état

- Article 85.1 : Préparation du sol

Pour permettre la restitution à l'usage agricole, les stériles (la sous couche) doivent, préalablement au régalage de la terre végétale :

- être aplani pour éviter toute mouillère ;
- présenter une pente générale supérieure à 0,5 % pour faciliter l'évacuation par ruissellement des excédents de pluies ;
- être décompacté par passage d'un ripper en cas de formation d'une croûte compactée formée lors du régalage et susceptible de faire obstacle à l'infiltration. Le décompactage se fera sur une profondeur de 30 centimètres

Cette opération est réalisée par temps sec. Le défonçage s'effectue progressivement et la pente de drainage est créée en direction de la pente naturelle des terrains.

- Article 85..2 : Mise en place des terres de découverte et de la terre végétale

La terre végétale de découverte stockée sous forme de merlons sera encensée et régulièrement fauchée, afin que la qualité des terres végétales soit préservée, le temps du stockage.

Les opérations de scalpage des terres de découverte pourront être réalisées par campagne afin de retirer les éventuels blocs.

Après défonçage, les terrains seront remblayés, à l'aide d'un boueur, avec de la découverte minérale et des matériaux inertes extérieurs au site avec des épaisseurs comprises entre 40 et 50cm de remblais drainants, entre 30 et 40 cm de sous couche, puis entre 25 et 30 cm de terre végétale du site ou extérieure. Afin de limiter le phénomène d'érosion, sur les zones de remblais, la terre végétale sera ensemencée dans l'année.

Les terrains constitués doivent permettre de recréer des terrains propices à l'activité agricole.

Article 86. Remise en état finale

A l'état final, le projet prévoit que la plate-forme finale redevienne une zone à vocation agricole.

L'exploitant devra justifier de :

- la restitution du sol selon le profil pédologique sur 1 mètre conformément à l'étude d'incidence du dossier d'autorisation ;
- d'un suivi des travaux de remise en état agricole contrôlé afin de valider le profil pédologique de remise en état présenté dans le dossier.

Article 87. Remise en état non conforme

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L. 173-1 – II du code de l'environnement.

Article 88. Espèces invasives

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambroisie, buddleia, renouée du japon, etc.) sur le site.

Un suivi des plantes invasives est réalisé annuellement par rapport au plan en annexe VI.

Seules des terres végétales non polluées provenant de l'extérieur du site peuvent être acceptées pour améliorer la remise en état finale de la carrière. Dans ce cadre, toutes dispositions seront prises pour interdire l'implantation d'espèces végétales invasives.

Dans le cas où l'exploitant constate des espèces invasives, il mettra en place des mesures afin de les éradiquer.

Selon la typologie de l'espèce et la surface d'emprise, la consultation d'un organisme compétent pour le traitement devra être réalisée.

TITRE XIII – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXUCUTION

Article 89. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse www.telerecours.fr :

1. par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° alinéa du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 90. Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Reignier et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Reignier pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 91. Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont une copie sera adressée :

- au Maire de la commune de Reignier ;
- au 8 conseils municipaux de chaque commune concernée par l'enquête publique : Reignier, Arthaz Pont Notre Dame, Bonne, Contamines sur Arve, Fillinges, Nangy, Pers Jussy et Scientrier ;
- à l'exploitant.

Pour le Préfet,
Le secrétaire général

David-Anthony DELAVOËT

ANNEXES

ANNEXE I : PLAN PARCELLAIRE

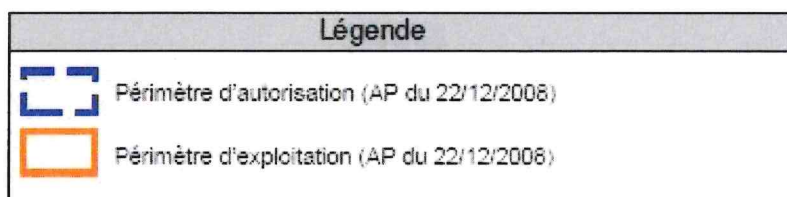
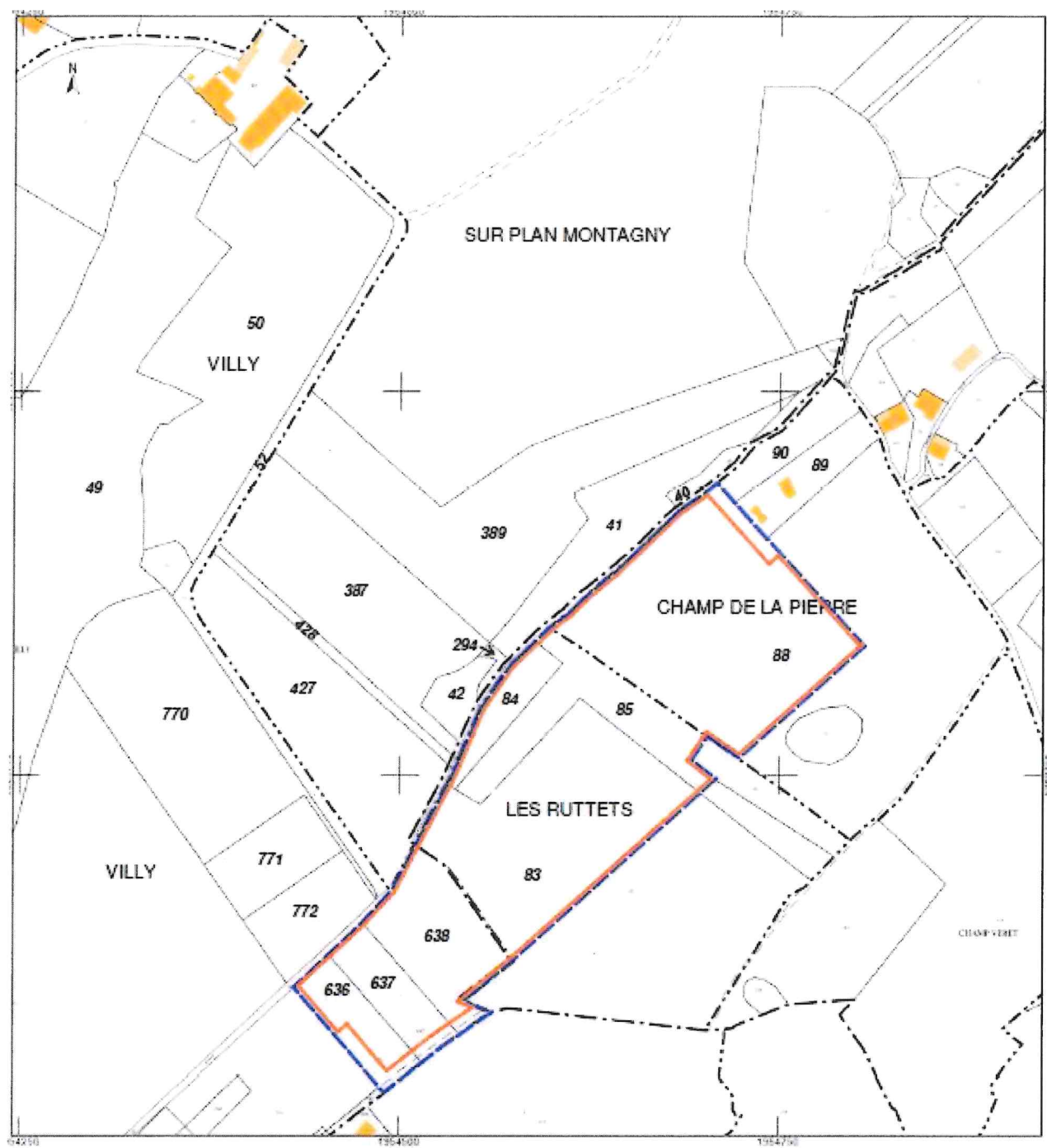
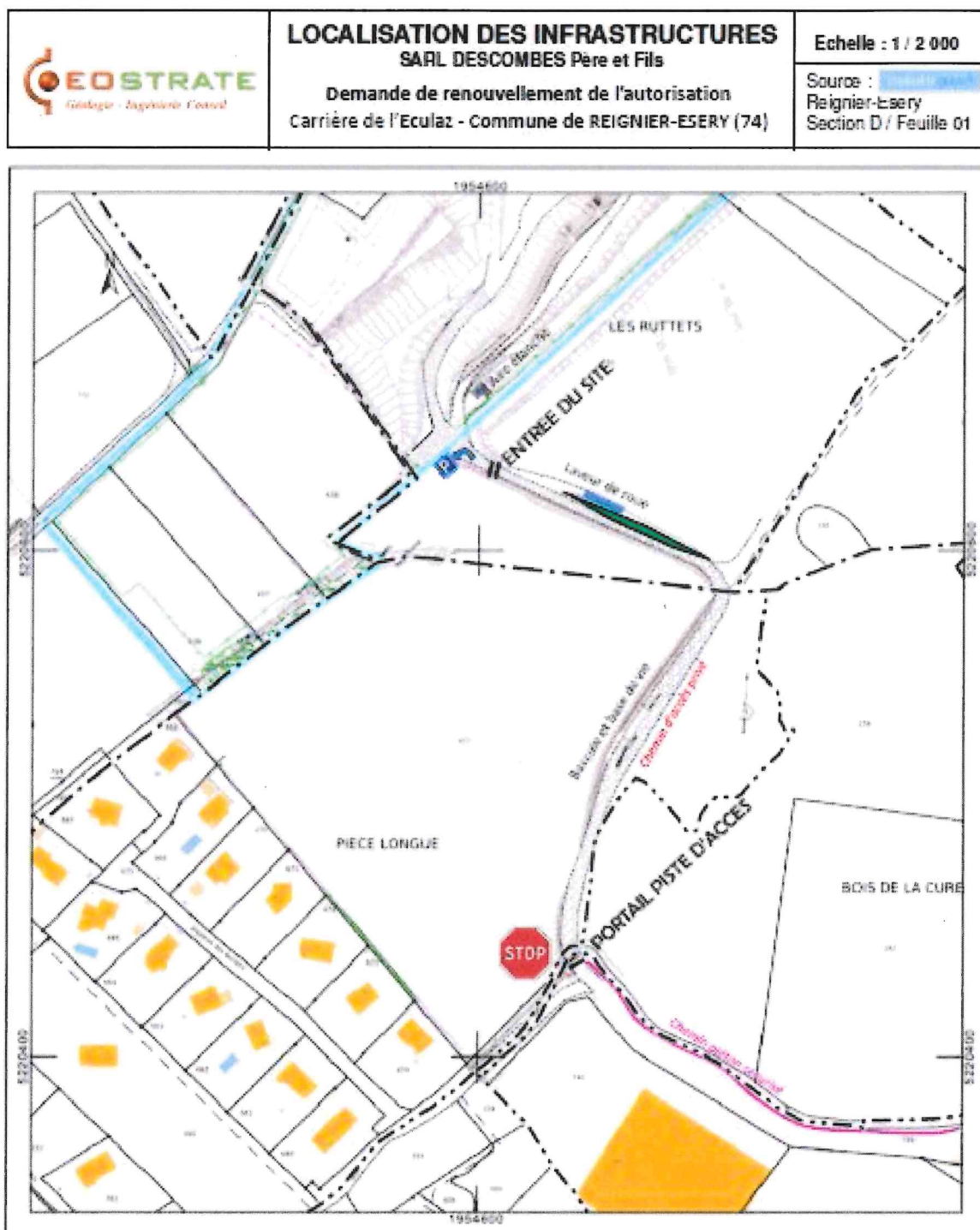
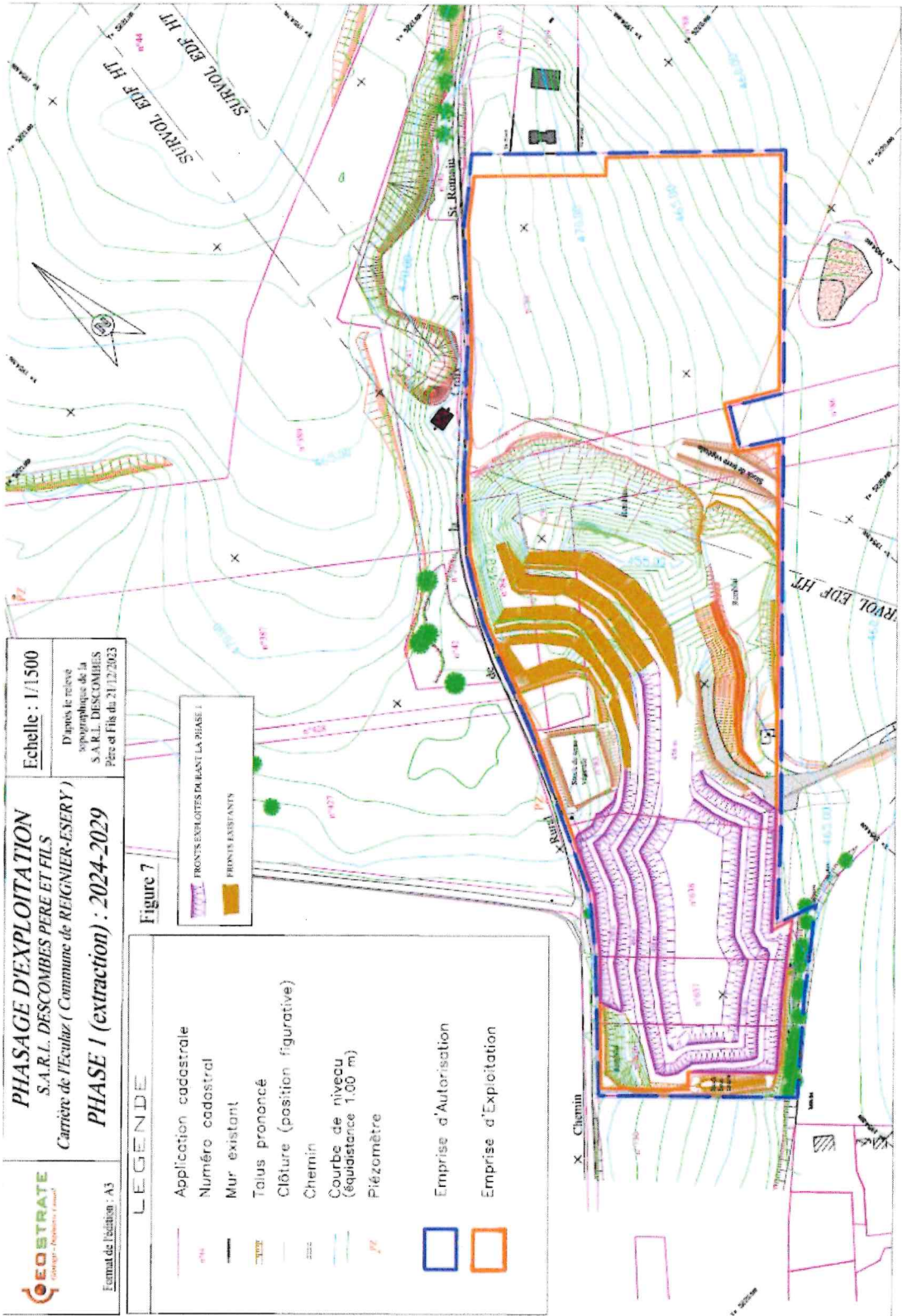


Figure 3

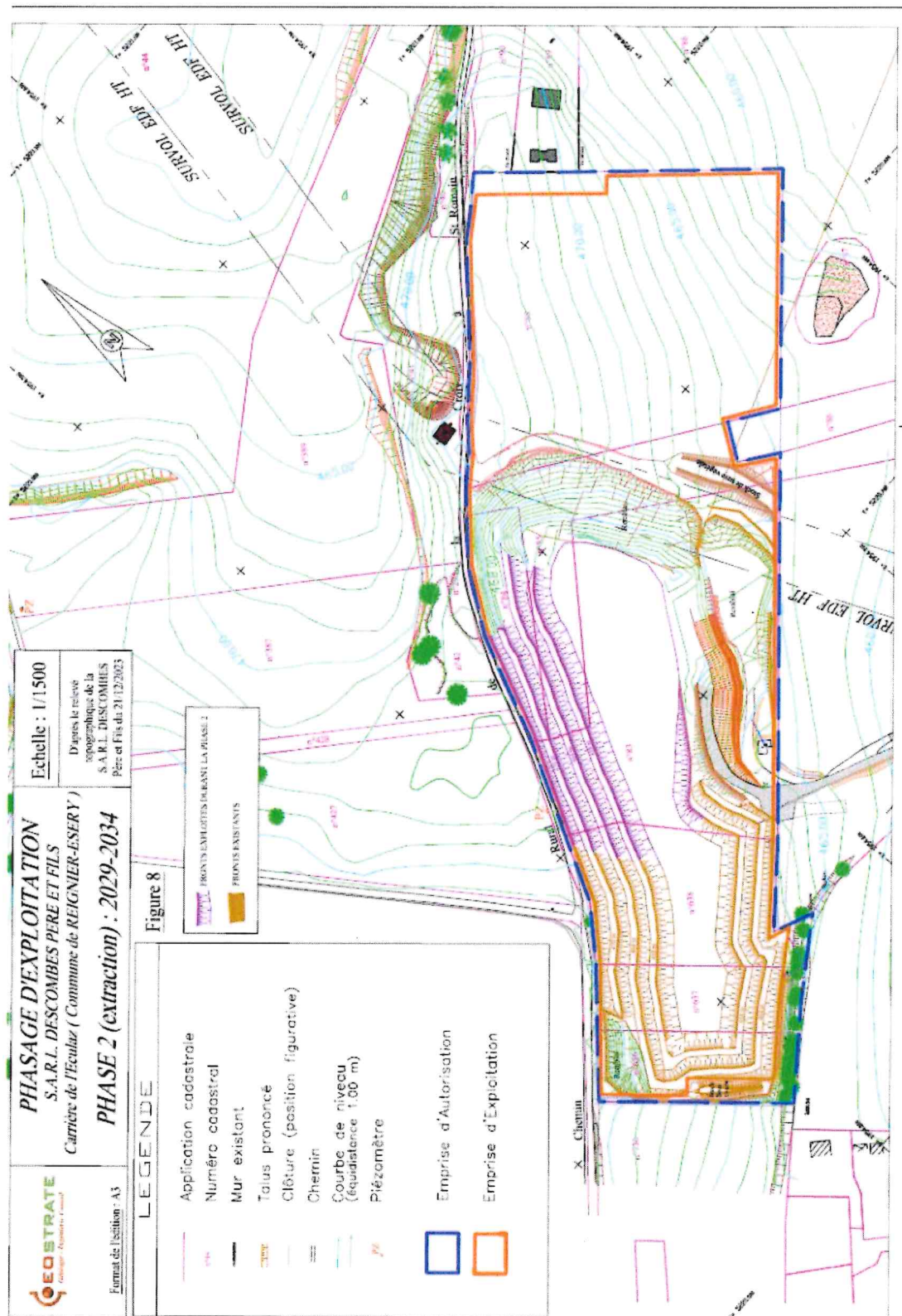
ANNEXE II : LOCALISATION DES INFRASTRUCTURES



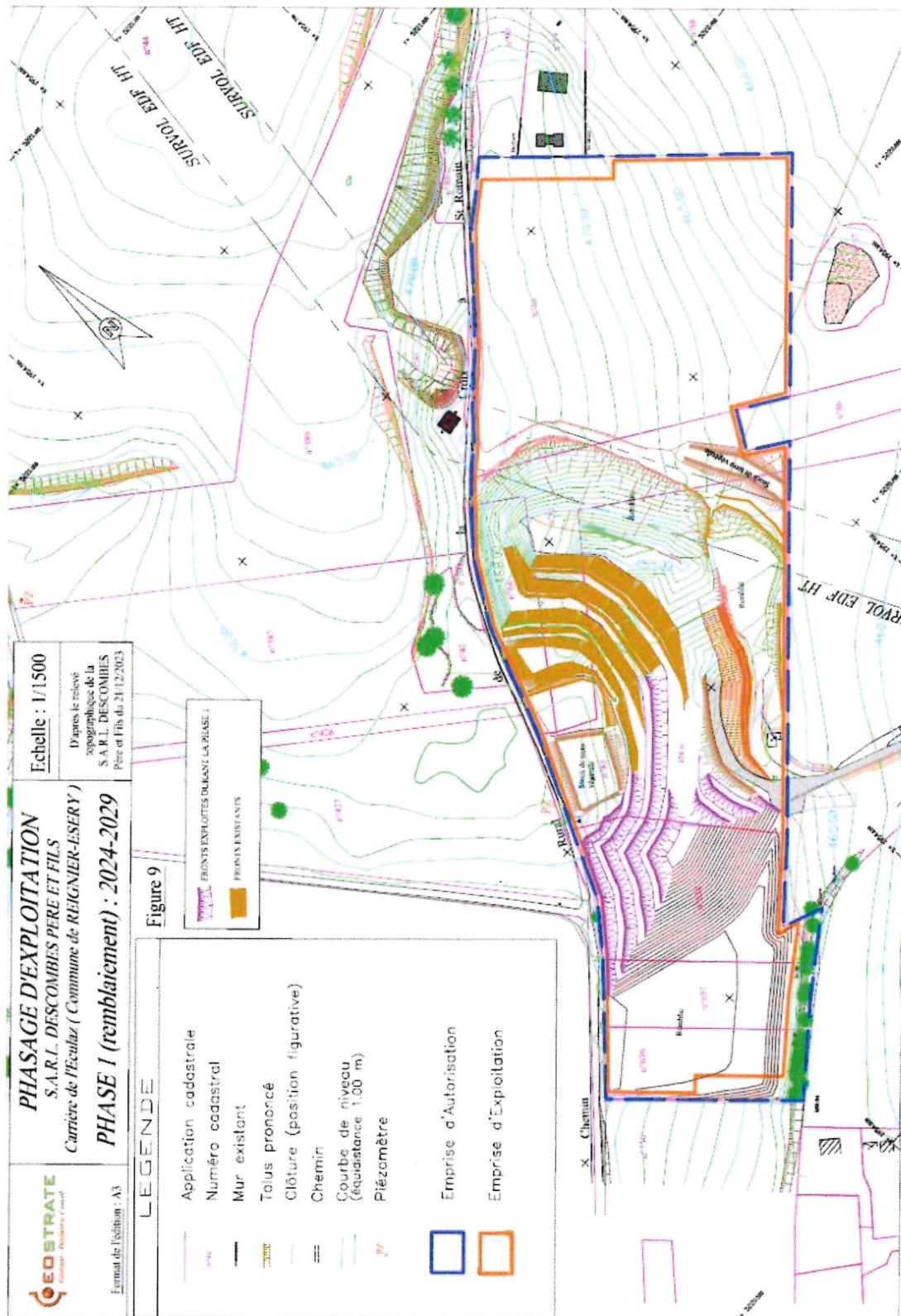
ANNEXE III : PLANS DE PHASAGE
PHASE T1 : 0 à 5 ans



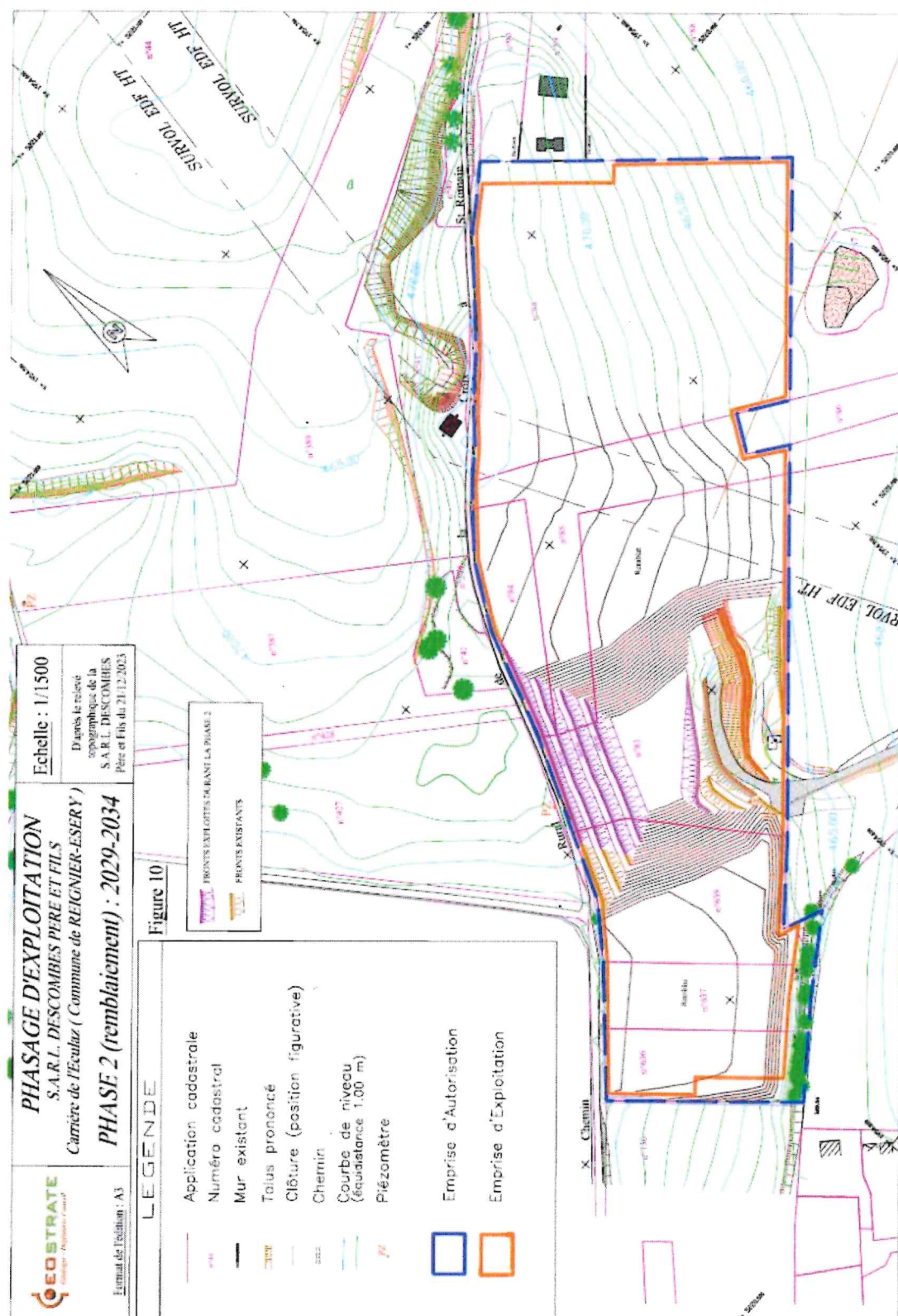
PHASE T2 : 5 à 10 ans Fin Extraction



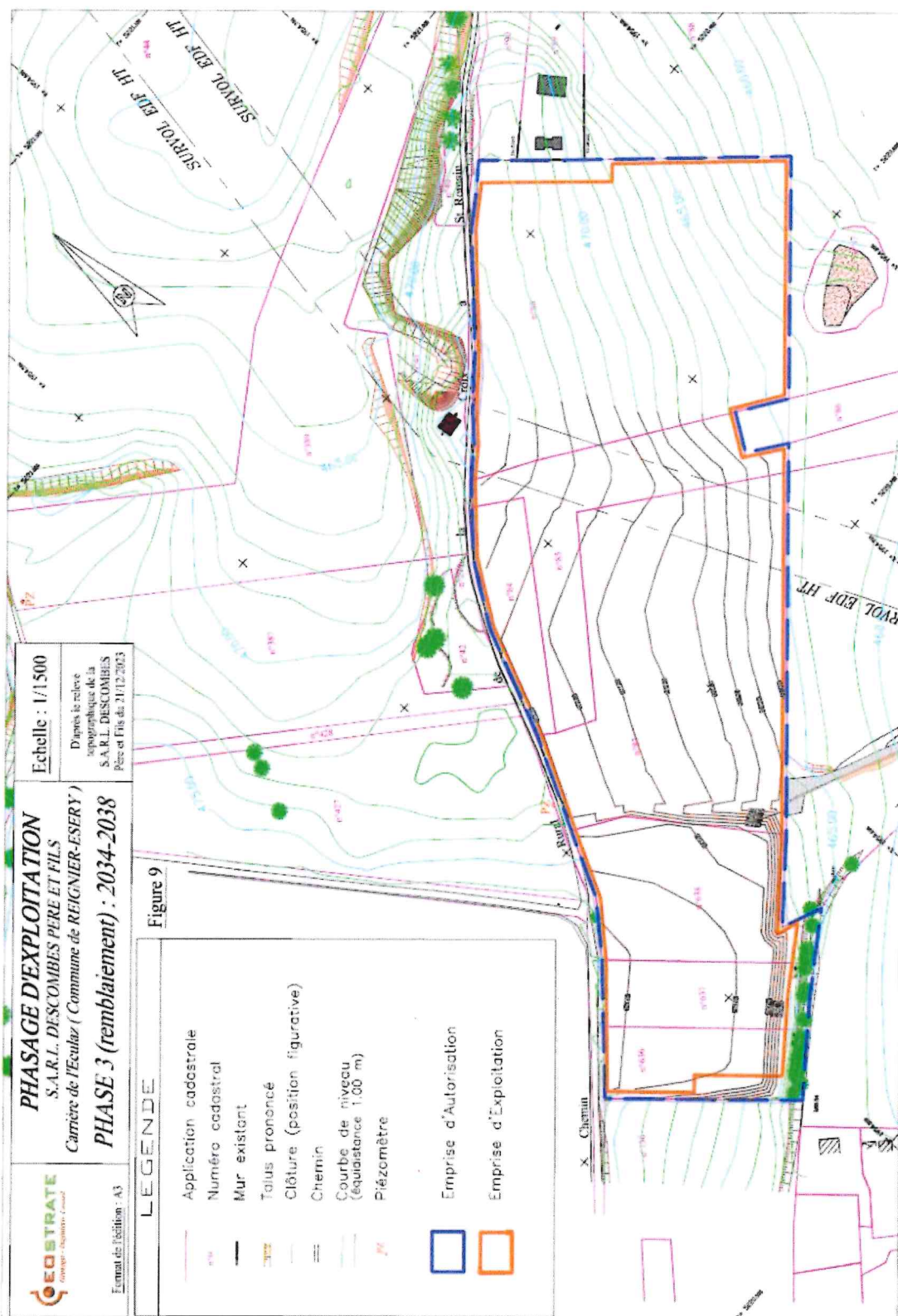
PHASE T1 : 0 à 5 ans
REMBLAIEMENT (coordonné à l'extraction)



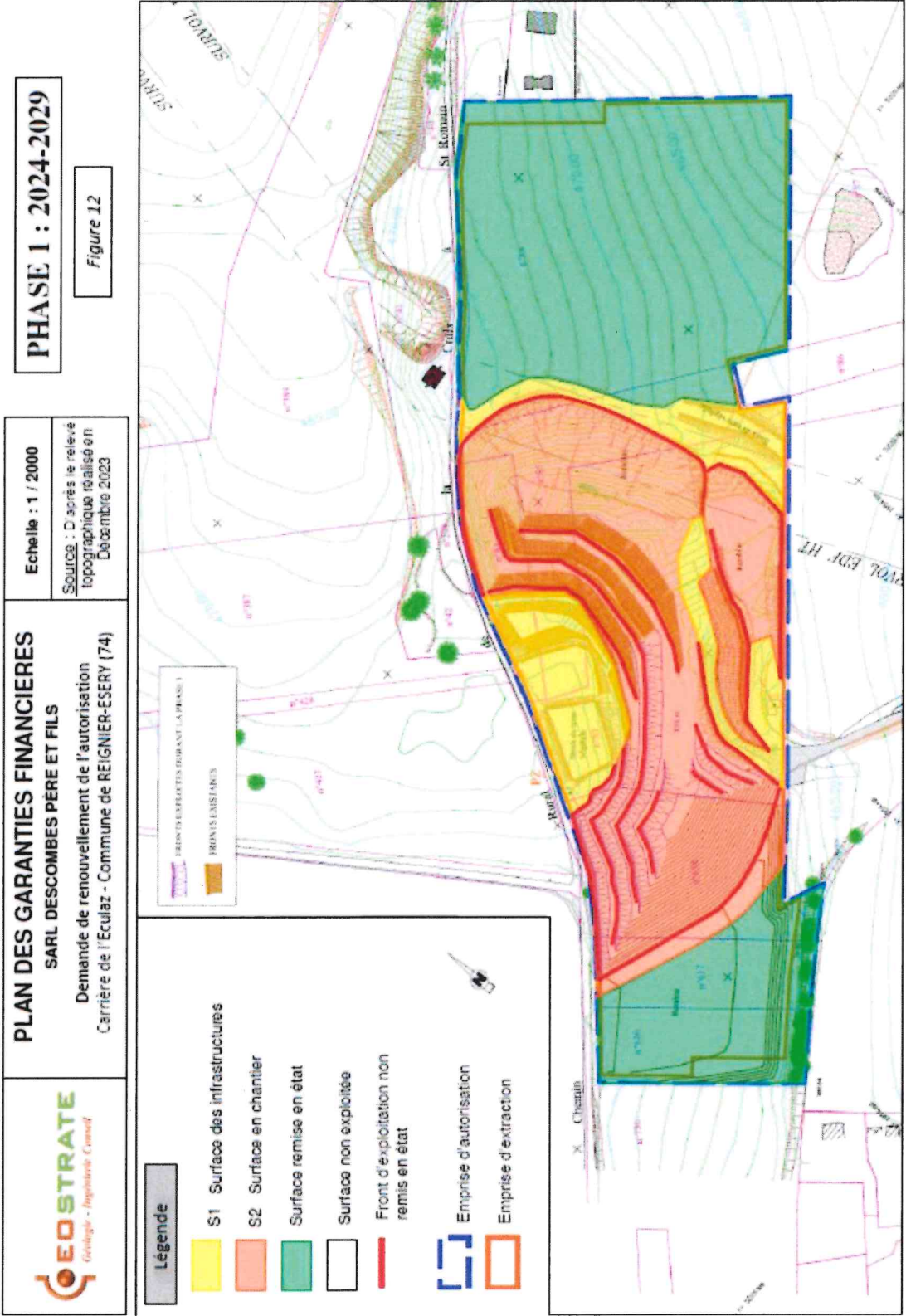
PHASE T2 : 5 à 10 ans
REMBLAIEMENT (coordonné à l'extraction)



PHASE T3 : 10 à 14 ans
REMBLAIEMENT (sans extraction)

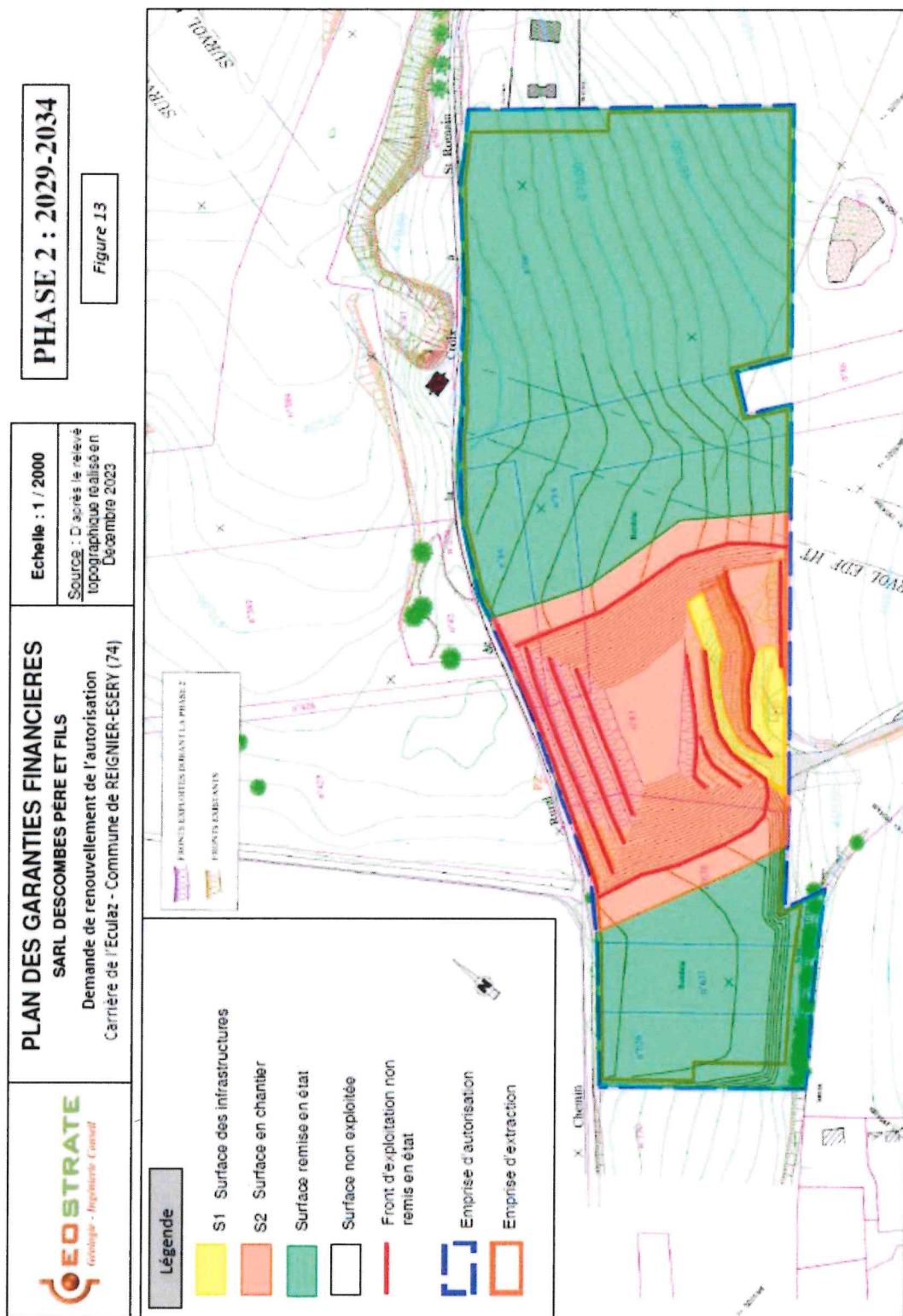


ANNEXE IV : PLANS DES GARANTIES FINANCIERES
PHASE T1



PHASE T2 et T3

La troisième période est consacrée au remblaiement et à la remise en état du site. Le montant des garanties est identique à celui de la phase 2.



ANNEXE V : CRITÈRES D'ACCEPTATION DES DÉCHETS INERTES

1. Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Paramètres inorganiques	Valeur limite à respecter Seuil sur lixiviât (mg/kg de MS)
Arsenic (As)	0,5
Baryum (Ba)	20
Cadmium (Cd)	0,04
Chrome total (Cr)	0,5
Cuivre (Cu)	2
Mercure (Hg)	0,01
Molybdène (Mo)	0,5
Nickel (Ni)	0,4
Plomb (Pb)	0,5
Antimoine (Sb)	0,06
Sélénium (Se)	0,1
Zinc (Zn)	4
Chlorure (1)	800
Fluorures	10
Sulfate (1)	1 000 (2)
Indice Phénol	1
Carbone Organique Total (COT) sur éluat (3)	500
Fraction soluble (FS) (1)	4000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2. Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètres organiques	Valeur limite à respecter Seuil sur brut (mg/kg de déchet sec)
COT	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, ethylbenzène et xylènes)	6
PCB (Polychlorobinéphyles 7 congénères)	1
HCT (Hydrocarbures C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques, somme des 16)	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

ANNEXE VI : PLAN DE LOCALISATION DES ESPÈCES INVASIVES

